

Que faisons-nous?

Louise Dupré

Number 200, January–February 2005

Les enseignements de la culture

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/18795ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (print)

1923-3213 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dupré, L. (2005). Que faisons-nous? *Spirale*, (200), 16–17.

QUE FAISONS-NOUS ?

DANS UN éditorial du *Devoir* du 4 octobre dernier, « Lira-t-on encore demain? », Josée Boileau lance un cri d'alarme à la suite de la parution d'une inquiétante étude réalisée par l'Observatoire de la culture et des communications au Québec. En effet, le rapport *États des lieux du livre et des bibliothèques* nous apprend que, si le livre québécois se porte bien actuellement, en revanche l'école forme de moins en moins les élèves à la lecture, ce à quoi n'aident pas les bibliothèques scolaires, qui se trouvent dans un état lamentable. Par conséquent, la lecture n'est pas assez ancrée « pour persister après la disparition du cadre scolaire ». À court terme, les *baby boomers*, formés à la lecture dans le cadre de la démocratisation des années soixante, participeront à la diffusion du livre québécois. « Mais qu'en sera-t-il dans 20 ans, dans 30 ans? », demande l'éditorialiste. « La petite percée de la lecture au Québec en dehors de l'élite n'aura-t-elle été qu'une parenthèse? C'est Duplessis qui doit en rigoler un coup. »

Les conclusions de cette étude n'étonnent pas : elles confirment une fois de plus le désengagement de l'État face à la chose culturelle, ce dont nous avons vu des manifestations évidentes durant la dernière année. On en a suffisamment parlé pour que je n'insiste pas. Mais demeure cependant la question suivante : qu'avons-nous fait, nous, hormis ajouter notre nom aux pétitions qui circulent par courriel? Alors que les auditeurs de CHOI-FM sont sortis dans la rue pour « sauver » leur poste de radio, que faisons-nous puisqu'il n'y a pas eu de protestation d'envergure contre la disparition de la chaîne culturelle de Radio-Canada ou contre la révision du mandat de Télé-Québec? Participions-nous à notre énième colloque de l'année? Étions-nous en train de transformer notre communication du précédent colloque en article? De mettre à jour notre CV pour une demande de subvention? Ou alors de préparer la demande de subvention elle-même? Loin de moi l'idée d'accabler les universitaires, de qui on exige toujours davantage pour répondre aux normes institutionnelles : c'est la fonction même de l'université actuelle qui est en cause, alors qu'elle se coupe de plus en plus de la vie culturelle, pour ne pas dire de la vie tout court.

Sur le plan social, la transmission de la culture se fait principalement par l'enseignement. C'est l'enseignement qui justifie l'existence des écoles, du primaire à l'université. Or, on le sait, depuis près de deux décennies, la recherche est beaucoup plus valorisée à l'université que l'en-

seignement. De professeurs que nous étions, nous sommes devenus des chercheurs selon les normes du monde scientifique. Pour recevoir des subventions, nous devons soumettre aux organismes des projets bien définis : intitulés de recherche simples, problématiques claires, objectifs pouvant être atteints en trois ans — soit la durée de la subvention. Les résultats seront évalués selon des critères quantitatifs : le nombre de colloques qu'on a organisés ou auxquels on a participé, le nombre d'articles, voire de livres publiés. De ces résultats dépend le renouvellement de la subvention. Cette logique correspond tout à fait à celle du néolibéralisme actuel, avec ses critères de performance, de rentabilité et de visibilité.

Garder un sens critique

On comprend que, dans ces conditions, l'enseignement au premier cycle soit considéré de plus en plus par le corps professoral comme un service militaire. L'enseignement aux cycles supérieurs se voit nettement préféré, puisqu'il s'agit de former de futurs chercheurs capables de s'intégrer dans des équipes. Ils devront apprendre, eux aussi, à répondre à des normes quantitatives plutôt que qualitatives s'ils veulent recevoir des bourses et, plus tard, obtenir un poste dans une université. Avant même d'avoir terminé leur mémoire de maîtrise, ils participeront à des colloques ou même en organiseront, donneront des conférences, publieront des articles et des comptes rendus. Les étudiants atypiques, souvent les plus intéressants, resteront en arrière, incapables de soutenir la compétition. Car pour les étudiants comme pour nous, la roue tourne, jusqu'à la folie, et nous devons les encourager si nous voulons qu'ils aient la possibilité de poursuivre leurs études et d'obtenir ensuite du travail. Mais il faut tout de même garder notre sens critique et faire en sorte que les étudiants ne s'engouffrent pas corps et âme dans ce système. Notre mandat est de les former, non pas de les *formater*.

Est-il besoin de rappeler que la recherche véritable, celle qui sollicite les remises en cause profondes, nécessite de savoir prendre son temps? Autrement dit, de pouvoir *perdre* du temps? Elle demande de se dépayser, d'abandonner ses certitudes pour se poser autrement les questions. C'est dire que, dans le domaine des arts et des lettres, la recherche savante — ou « scientifique » — ne dispense pas de se mettre à l'écoute du monde ambiant : elle doit interroger la culture actuelle et accepter de se faire in-

terroger par celle-ci. Or, quand le champ « scientifique » et le champ culturel se distancient, comme on le voit présentement, on se trouve devant le danger de former des étudiants qui fonctionnent en vase clos.

Les manifestations désespérantes du recul culturel, ces derniers mois, auraient été un bon prétexte pour favoriser chez les étudiants une réflexion sur la société que nous voulons nous donner. Cette réflexion, nous ne l'avons pas provoquée. Nous transmettons aux étudiants des connaissances pointues, mais non la capacité de penser leur rapport au monde. Nous leur enseignons un sens de la méthodologie certes souhaitable chez tout diplômé universitaire, mais de moins en moins ce que j'appelle une *pensée*. Et, de leur côté, rares sont les étudiants qui voient que, si l'enseignement de la littérature est remis en question dans les cégeps, si la diffusion de la culture disparaît des grands médias, si la lecture est de moins en moins valorisée, ce sont leurs possibilités d'intervention sociale — et, de façon pratique, leurs possibilités d'emploi — qui, à moyen terme, seront directement touchées.

Savoir se concerter

Je ne suis pas la première à me montrer critique face à ce qu'est devenue l'université. Des positions parfois virulentes ont été prises ces dernières années, mais qu'ont-elles changé? Ne suis-je pas d'ailleurs en train de perdre mon temps à écrire ce papier alors que je pourrais travailler à un article sérieux en pensant à ma prochaine demande de subvention? Une fois ce numéro de *Spirale* refermé, que restera-t-il de nos constats et de nos sautes d'humeur, sinon le sentiment de s'être défoulés et de peut-être avoir eu un effet thérapeutique sur certains collègues qui partagent notre point de vue? Voilà bien le problème auquel nous sommes confrontés : l'impression que nos actions ne donneront rien.

De fait, nous prêchons dans le désert. Que faire alors? Multiplier les pétitions? Les manifestations? Je faisais partie des écrivains qui, à l'instigation de l'UNEQ, ont défilé devant l'édifice de la Société Radio-Canada le dimanche matin du 30 novembre 2003, pancarte en main et slogans dans la bouche, pour dénoncer l'absence d'une information littéraire continue sur les ondes publiques. Avec les résultats qu'on sait... Bravo pour notre bel effort! Serait-il préférable d'entreprendre des représentations politiques? Je serais curieuse de



Roberto Racine, *Dictionnaire A*, 1982. Vue de l'installation au Musée des beaux-arts de Montréal

demander à nos élus, tous partis confondus, de nous nommer dix écrivains actuels — non seulement au Québec, ce qui serait trop difficile, mais dans le monde. Alors que faut-il faire? Nous replier sur nous-mêmes et attendre dix ou vingt ans en espérant que le vent tourne? Ou accepter la mise à l'écart des valeurs culturelles que nous défendons et nous contenter désormais de cultiver notre jardin?

On ne peut pas plier l'échine. Il faut que s'organise une résistance active. Formés aux stratégies des années soixante et soixante-dix,

les intellectuels québécois ne sont pas dépourvus. D'ailleurs, le nombre d'intellectuels, d'écrivains, d'artistes et d'étudiants, ainsi que de passionnés de la littérature et des arts au Québec laisse supposer que des plans d'action collectifs sont envisageables. Pour employer un langage susceptible d'être compris des divers paliers gouvernementaux, nous sommes des électeurs.

Nous avons des associations professionnelles qui pourraient travailler de concert pour avoir plus de poids. Je rêve de voir les professeurs des universités, cégeps et polyvalentes, les

artistes, les animateurs culturels et les étudiants entreprendre des actions communes. Alors que chaque groupe s'agit dans son petit monde, cela nécessiterait un changement de mentalité. Mais cela exigerait aussi un investissement personnel. Nous sommes de plus en plus débordés, c'est vrai : il faudrait alors revoir nos priorités et sans doute remplacer un ou deux colloques par des manifestations concertées. Après tout, nous sommes encore capables de marcher...

Louise Dupré